

Correo Internacional



Publication de la LITqi.

Avril 2006

Nouvelle époque. Num. 118

Etats-Unis : Vive la lutte des travailleurs immigrants!

Les mobilisations massives du 9-10 avril 2006 contre l'approbation de la loi H.R. 4437 (présentée dans le Congrès des Etats-Unis par des législateurs du parti républicain, le parti du président George W Bush) et celles qui les ont précédées pendant les semaines précédentes, passeront certainement à l'histoire des luttes ouvrières et populaires des Etats-Unis avec la même importance que les mobilisations pour les droits civils des noirs dans les années 60, ou celles contre la guerre du Vietnam, quelques années plus tard.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que des millions de personnes ont participé aux 125 rassemblements qui ont eu lieu dans tout le pays, depuis des mobilisations gigantesques dans les grandes villes jusqu'à celles des petites villes avec quelques dizaines de militants. Les immigrants latino-américains, qui représentent déjà 13% de la population étasunienne (40 millions de personnes, dont on calcule que quelque 12 millions sont "illégaux"), ont été l'avant-garde et le centre des mobilisations. Il n'est pas accidentel que la "langue officielle" des marches a été l'espagnol. D'autres Communautés plus petites (arabes, chinoises, indiennes, polonaises et même irlandaises) les ont rejoint. Ils ont aussi reçu une vaste solidarité de la Communauté noire et le soutien de secteurs d'Américains blancs.

Le caractère de travailleurs de la majorité des manifestants s'est manifesté dans des consignes comme "nous ne sommes pas des criminels, nous sommes des travailleurs" ou dans des affiches qui disaient "nous ne voulons être esclaves de personne", comme celle du Réseau National de Journaliers. Dans la mobilisation qui a eu lieu il y a quelques jours à Chicago, "des groupes de travailleurs des boulangeries et des restaurants, des usines et des chantiers (certains avec leur uniforme de travail) ont abandonné leur lieu de travail pour participer à la marche".¹ Il y a eu aussi beaucoup d'étudiants de l'enseignement secondaire qui se sont mobilisés

Les causes de l'immigration

Les migrations massives des régions pauvres aux pays impérialistes sont un phénomène indispensable pour le fonctionnement du système capitaliste. Pour fuir de la pauvreté, la misère et la faim dans leurs pays colonisés, des millions de latino-américains n'ont d'autre alternative que d'émigrer aux Etats-Unis. Un phénomène semblable a lieu en Europe avec les pays arabes, africains et asiatiques. La nécessité est telle que ces gens affrontent tous les risques, y compris la mort, pour passer la frontière.

¹ *El Obrero Socialista*, publication en espagnol de la ISO (International Socialist Organisation) des Etats-Unis.

Ce processus profite tant aux bourgeoisies latino-américaines, qui voient ainsi diminuer le chômage et reçoivent les remises d'argent des émigrés, comme aux bourgeoisies impérialistes, qui obtiennent une "armée industrielle de réserve", une main d'œuvre bon marché pour effectuer les pires travaux.

La répression actuelle et la nouvelle loi

La législation qui permet la répression des immigrants sans papiers est déjà très dure actuellement. Selon le journal Nuevo Herald, l'action de la "Migra" (police des migrations) a fait que 1.200.000 immigrants illégaux ont été arrêtés à la frontière avec le Mexique en 2005. Cette dernière année, il y a eu environ 500 immigrants morts, que ce soit par la répression ou par les conditions désastreuses dans lesquelles se fait le passage de la frontière. Dans cette tâche, la Migra compte maintenant aussi avec l'appui des "gardiens", des bandes armées de racistes blancs qui collaborent avec la détention des "illégaux". En réalité, cette répression fait partie de l'"affaire" : d'une part, elle permet de contrôler le flux migratoire et son débordement; d'autre part, elle sert de moyen de pression sur les salaires, vu la menace permanente d'expulsion du pays, dont le travailleur sans papiers fait l'objet.

Après les mobilisations, plusieurs chefs latinos ont été menacés de mort par des groupes d'extrême droite et beaucoup d'entreprises ont licencié les travailleurs qui y ont participé, une tentative claire d'attaquer le mouvement.

Mais la loi HR 4437 va encore plus loin : non seulement elle considère les immigrants illégaux comme des "criminels dangereux", mais elle transforme en "complices" pénalement punissables les travailleurs sociaux, les travailleurs de la santé et tout individu ou organisation qui leur fournit assistance. Le contenu de la loi choque ainsi l'opinion majoritaire des Américains (55% la rejette tandis que seulement 25% l'approuve). En même temps, elle a l'opposition de secteurs des patrons yankees, qui profitent de l'immigration illégale et qui, avec la nouvelle loi, courent le risque non seulement de la possible expulsion de beaucoup de leurs travailleurs, mais aussi d'être jugés comme "complices criminels".

La nouvelle loi alternative

L'opposition de secteurs patronaux à cette loi se manifeste dans le soutien et la participation aux mobilisations de l'Eglise Catholique et d'importants politiciens du parti démocrate, comme le sénateur Edward Kennedy.

Dans un certain sens, ce fait a favorisé le caractère pacifique des mobilisations. Mais à la fois, cela prépare un piège. Les démocrates sont en train de négocier une loi alternative avec les républicains au Sénat. C'est une loi plus "douce" que la HR 4437. Toutefois, comme il fallait s'y attendre, s'agissant d'un accord des patrons impérialistes, il s'agit d'une loi profondément restrictive qui mènerait à l'expulsion du pays de 5.000.000 immigrants sans papiers. C'est pourquoi, ce serait une grande erreur des organisations d'immigrant de l'accepter avec le critère du "moindre mal". La force des mobilisations permet de se battre pour une solution véritable et complète au problème des immigrants.

La victoire est possible

Le processus d'organisation et de mobilisation des immigrants aux Etats-Unis n'est pas une lutte d'"étrangers". C'est le secteur le plus exploité et le plus discriminé de la classe ouvrière étasunienne qui s'est mise en mouvement. Un triomphe des immigrants fortifierait tous les travailleurs des Etats-Unis dans la lutte pour la récupération de beaucoup de conquêtes perdues durant ces dernières années et dans les attaques qui se préparent contre le salaire, les conditions de travail et l'emploi.

Le gouvernement républicain de Bush est affaibli, principalement par son échec en Iraq, et il peut être mis en échec. En ce sens, l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière étasunienne pour soutenir les revendications des immigrants est d'importance vitale.

La LIT-QI soutient totalement cette lutte.

Non à la loi HR 4437!

Non à la nouvelle loi négociée entre républicains et démocrates!

NON à la persécution et la répression des immigrants!

Green Card et légalité maintenant pour tout les sans-papiers!

Secrétariat International de la LIT-QI

Le 12 avril 2006

Nouvelle loi des républicains et démocrates réunis

Le moindre mal ?

Le sénateur Edgard Kennedy a été un des principaux orateurs de la concentration de Washington le 10 avril. En même temps il a été l'auteur, avec un autre sénateur démocrate, d'un projet de loi alternative à la HR 4437, qui a reçu le soutien de plusieurs organisations d'immigrants (qui proposent que l'objectif des mobilisations est l'approbation de cette loi). Nous pensons que c'est une erreur grave.

Il est important d'indiquer, en outre, qu'après le vote négatif dans le Sénat contre son projet original, Kennedy lui-même est en train de négocier avec les républicains un nouveau projet conjoint de loi qui, selon lui, "*préserve les points les plus importants*" de son projet (*El Nuevo Día*, 12/04/06).

La loi négociée

Quels seraient ces points les plus importants ? D'abord, contrairement à la HR 4437, la nouvelle loi négociée élimine la figure de "criminel dangereux" pour les immigrants illégaux, et de "complicité" pour ceux qui les aident. Mais il ne dit pas un mot sur l'actuelle législation répressive qui existe déjà contre les immigrants sans papiers.

Deuxièmement, cela légaliserait la situation de ceux qui peuvent démontrer qu'ils ont vécu aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans. Ces immigrants illégaux (ont calculé qu'ils sont environ 7 millions) obtiendraient une autorisation de travail pour cinq ans et ensuite une autre pour six ans en plus. Accompli ce délai, s'ils ont un emploi, apprennent l'anglais, payent les arriérés d'impôts et une amende, et s'ils n'ont pas d'antécédents pénaux, ils peuvent demander la citoyenneté. Autrement dit, il s'agit d'une "légalisation" totalement précaire pour les prochaines onze années et conditionnée à l'accomplissement de conditions très difficiles.

En même temps, cela signifie que les autres 5 millions de sans papiers seraient, de fait, expulsés du pays, même s'ils peuvent solliciter un visa légal depuis leurs pays, pour pouvoir retourner aux Etats-Unis. Comme la loi propose un contingent annuel de 325.000 visas provisoires de travail, de fait, la majorité ne pourra jamais retourner légalement.

Les impérialistes sont unis

Il n'est pas accidentel que le sénateur Kennedy est un des promoteurs de ce projet de loi profondément impérialiste et contraire aux nécessités des travailleurs immigrants. Le parti démocrate auquel il appartient est une des deux grandes organisations politiques de la bourgeoisie impérialiste américaine, ensemble avec les républicains de Bush. Kennedy représente les intérêts de la bourgeoisie financière de la côte Est et il a

toujours eu beaucoup de poids dans ce parti (son frère John a été président des Etats-Unis et Robert a aussi été sénateur).

Dans ce cas précis, Edgard Kennedy, tout comme d'importants secteurs de la bourgeoisie américaine, a considéré que le projet original des républicains était "extrémiste" et dangereux. Il fallait en élaborer un autre qui éviterait un choc frontal avec les travailleurs immigrants (ou qui, au moins, diviserait leurs forces) et qui, à la fois, servirait aux besoins bourgeois de continuer à exploiter la main d'œuvre immigrante. C'est ce qu'ils essayent d'obtenir avec cette nouvelle loi négociée.

Face la difficulté de passer le projet républicain originel, Bush lui-même a dit : *"Je peux être content que des républicain et des démocrate sont en train de travailler ensemble dans le Sénat des Etats-Unis pour avoir un projet de loi de migrations ample" (El Nuevo Día, 12/04/06). Comme dans un jeu de miroirs, Kennedy déclarait : "Je suis fier de que le Sénat soit arrivé à un accord pour traiter le besoin urgent d'une vaste réforme sur les migrations. Notre plan est dur et juste, et je suis encouragé parce que le Président le soutient maintenant" (ibidem).*

Autrement dit, au-delà de leurs divergences, les deux dirigeants impérialistes sont unis pour attaquer les travailleurs immigrants. Il est donc indispensable que les travailleurs, nous nous unissions contre eux.

Les migrations massives

Une nécessité de l'impérialisme

Les migrations massives des régions pauvres vers les pays impérialistes sont un phénomène généré par le système capitaliste lui-même. En réalité, c'est un processus indispensable pour son fonctionnement.

A un pôle du processus, la pauvreté, la misère et la faim, que le pillage impérialiste provoque dans les pays colonisés, font que, pour des millions de latino-américains, la seule alternative de survie est d'émigrer aux Etats-Unis, d'essayer d'y obtenir du travail et d'envoyer, avec de grands sacrifices, un peu d'argent à la famille dans le pays d'origine. Pour ces familles, cet argent représente, dans beaucoup de cas, la différence entre pouvoir manger ou mourir de faim. Un phénomène semblable a lieu en Europe avec les pays arabes, africains et asiatiques. Ou en Amérique Latine elle-même avec l'émigration vers les pays un peu plus développés, comme les Paraguayens et les Boliviens qui émigrent vers le Brésil et l'Argentine ou les Nicaraguayens qui vont au Salvador.

La nécessité est telle que ces gens affrontent tous les risques, y compris la mort, pour passer la frontière ou traverser la mer des Caraïbes dans des embarcations fragiles. Des millions de Mexicains, de Centre-américains, d'Equatoriens, de Brésiliens ont suivi ce chemin. En même temps, cette nécessité a donné lieu au commerce sinistre du trafic humain, comme celui des "coyotes", à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis.

Une grande affaire

Pour les bourgeoisies latino-américaines, ce processus représente un double bénéfice. D'une part, il leur sert de "valve de décompression" pour alléger la pression démographique et le chômage dans leurs pays. D'autre part, les remises d'argent des émigrés à leurs familles deviennent une importante source de recettes du pays. Le Mexique reçoit 20.000 millions de dollars, n'étant dépassé que par l'Inde en quantité de recettes pour ce concept. Dans d'autres pays, comme le Salvador, la République Dominicaine ou l'Equateur, ces recettes représentent des pourcentages de plus en plus hauts du PBI national et sont essentielles pour leurs économies.

A l'autre pôle du processus, la bourgeoisie impérialiste a à sa disposition une nombreuse "armée industrielle de réserve" à travers l'immigration : une main d'œuvre bon marché pour effectuer les

pires travaux dans les services, l'industrie et l'agriculture, avec des travailleurs qui ont très peu de possibilités de s'organiser et de combattre. Cela permet à la bourgeoisie impérialiste de réduire la masse totale de salaires payés et d'améliorer le taux moyen de profit de l'économie.

Récemment en Argentine, plusieurs travailleurs boliviens sont morts dans un incendie dans une usine textile clandestine, ce qui a fait apparaître la situation de milliers d'immigrants illégaux qui travaillent dans des conditions d'esclavage virtuel et sans aucune condition de sécurité de travail.

Aux Etats-Unis, les travailleurs immigrants servent même comme "chair à canon" : l'armée américaine en Iraq a un haut pourcentage de soldats "hispaniques", beaucoup d'entre eux engagés avec la promesse de recevoir ensuite la "Green Card" (permis de résidence). Il n'est pas accidentel qu'un des manifestants portait une pancarte qui disait en anglais : *"Bush, mon fils mexicain est mort en Iraq"*.

Alejandro Iturbe

Odyssée d'un immigrant

Je ne suis pas le bienvenu ici

Si tu n'as jamais été un immigrant sans papiers de l'Amérique Centrale qui fait le voyage dangereux par le Mexique, seulement pour faire face aux groupes de haine des "gardiens" et la *migra* sur la frontière des Etats-Unis, alors tu ne sais pas ce qu'est l'enfer.

Si tu fuis de la pauvreté ou la persécution dans ton propre pays, la police mexicaine aussi t'exploite, te poursuit et essaye de te voler jusqu'à la dernière monnaie. Si tu es sans argent, tu finis dans une prison mexicaine, accusé d'une série de crimes de toute sorte. Ensuite, il se peut que les fédéraux te torturent, avec des techniques comme celles de l'armée guatémaltèque, apprises dans l'Ecole des Amériques.

Si par un miracle à la faveur d'un alignement parfait des planètes, tu parviens à traverser le Mexique sans problème, et si tu as la chance de compter avec des parents qui sont disposés à t'aider avec de l'argent et en ont la possibilité, tu te trouveras entre les mains des "coyotes" ou trafiquants d'êtres humains. Ces expériences font que le programme de télévision *Survivor* paraisse un jeu d'enfants. Mais ils sont seulement un échantillon de l'orage qui t'attend, une fois que tu arrives à la terre promise, et ils sont seulement les premières pages du livre sur ma propre vie.

Aux Etats-Unis

Dans les années 80, quand j'avais un peu plus de vingt ans, j'ai passé six mois dans le centre de traitement Port Isabel au Texas, avec 600 autres hommes et femmes de l'Amérique Centrale qui fuyaient des guerres civiles et cherchaient l'asile politique.

A Port Isabel, ils nous ont laissés à l'intempérie à des températures de jusqu'à 38 degrés, tandis que des orages de poussière frappaient le campement et envahissaient nos corps. Mes oreilles se sont infectées et j'ai dû me plaindre pendant plusieurs jours pour qu'ils fassent quelque chose à ce sujet. J'ai encore eu de la chance parce que je parlais l'anglais, ce qui n'était pas le cas pour les autres.

Pendant mes premiers jours dans cet endroit, ils ne nous ont pas fourni les produits élémentaires d'hygiène comme le savon et le dentifrice. Comme il n'y avait pas de toilettes portatives dehors, les gens n'avaient pas d'autre option que d'uriner dans la terre. Quand les gardes nous voyaient dans les chambres de surveillance, nous ils criaient des insultes racistes.

Après 15 jours ils appelaient un prisonnier pour un jugement et lui imposaient une caution entre 15.000 et 35.000 dollars. La manière par laquelle les fédéraux mexicains nous volaient n'était rien comparée à cette situation. Comment peut-on supposer que les immigrants pauvres peuvent obtenir une telle somme d'argent, même s'ils ont des parents qui travaillent aux Etats-Unis ? Beaucoup de prisonniers souffraient d'attaques de panique en pensant à la possibilité

qu'ils seraient déportés et renvoyés dans leur pays, où ils seraient certainement assassinés par les escadrons de la mort.

Les mauvais traitements et la corruption s'accumulaient. A une occasion, un garde m'a offert de la nourriture et de l'argent pour frapper un prisonnier avec lequel il avait eu des problèmes quelques jours plutôt. Je me suis simplement éloignée de lui. Un autre jour, un prisonnier du Salvador de ma baraque tardait à abandonner la cour, quand ils nous avaient dit d'entrer pour manger. Un fonctionnaire l'a frappé et il saignait. Le prisonnier voulait lui faire un procès légal et en a parlé avec les gens du Projet Liberté, un projet de droits de l'immigrant. A minuit, après que les lumières étaient éteintes, quelques cinq fonctionnaires de migration sont entrés dans notre unité, ils ont amené l'homme blessé et son témoin, et ils les ont transportés à Houston où ils les ont déportés.

Ce système qu'on dit "démocratique" a malmené ces personnes. Les droits constitutionnels qu'on suppose qu'ils devraient avoir, en tant qu'êtres humains dans ce pays, sans importer la race ou l'origine nationale, ont trouvé le chemin à la poubelle.

Pourquoi partons-nous ?

Au Mexique et en Amérique Centrale, 90 pour cent des gens vit quotidiennement dans la lutte pour survivre. Beaucoup dépendent de l'agriculture pour vivre et cultivent leur petite parcelle de terre propre ou travaillent pour d'autres personnes. Mais ils ne peuvent pas concurrencer les énormes quantités de produits agricoles des Etats-Unis, qui entrent grâce au "libre échange". Cela ne laisse aux gens pas d'autre alternative que de fuir. Ceux qui ont des maisons ou du bétail les vendent et d'autres demandent de l'argent en emprunt. Beaucoup perdent tout dans leur voyage au Nord et ceux qui sont déportés retournent à une existence misérable, pire que celle qu'ils avaient avant de s'en aller. Quelle est la solution pour ces pauvres misérables de la planète, si non la révolution ?

Toutefois, comme une malédiction, le capitalisme des Etats-Unis reste sur pied pendant ce qui paraît une éternité, le temps que le Gouvernement yankee nous empêche de suivre notre propre destin, soutenant une oligarchie et une dictature militaire génocide l'après l'autre. Mais qu'ils ne s'imaginent pas qu'ils ont détruit notre esprit révolutionnaire. Maintenant plus que jamais, au fur et à mesure que nous voyons avancer des mouvements en Amérique du Sud vers des sociétés meilleures, nous nous sentons inspirés pour combattre.

Toutefois, les peuples du Mexique et de l'Amérique Centrale, nous espérons aussi que les citoyens nés aux Etats-Unis combattent pour nous enlever l'Oncle Sam de nos dos, et pour qu'ils mènent leurs propres batailles. Après tout, vous avez une histoire de révolutions et il suffirait d'en faire une de plus, pour gagner la liberté de nous tous.

Hugo Orellana*

** Originaire du Guatemala, Hugo Orellana est maintenant citoyen des Etats-Unis. Il vit à Seattle, travaille comme fonctionnaire et milite activement dans son syndicat.*

Cet article a été originairement publié dans *Freedom Socialist*, publication du FSP (Freedom Socialist Party) des Etats-Unis.

Manifeste International des Sans-Papiers

Premier Mai : Mobilisation Internationale pour la Régularisation

Le Premier Mai est la journée internationale des travailleurs dans la plupart des pays du monde, en honneur à la mémoire des travailleurs qui ont sacrifié leur vie victimes des crimes patronaux

et des Etats pour obtenir la journée de travail de 8 heures. Ce jour, partout dans le monde il y aura des manifestations pour revendiquer les droits de la classe ouvrière et des peuples opprimés. C'est un jour de lutte, de commémoration, de fierté. C'est notre jour, peu importe le pays d'où nous venons, peu importe si nous sommes nés ici ou à l'autre bout de la planète, nous faisons face aux mêmes injustices.

Aux Etats-Unis, ce sont les sans-papiers qui ont revendiqué cette date en reprenant cette journée de lutte il y a 6 ans. Aujourd'hui, des centaines de milliers de travailleurs immigrants y sont descendus dans la rue pour dénoncer les attaques racistes contre les immigrants, matérialisées dans la proposition de loi HR4437, approuvée par la Chambre de Députés du Congrès National. Le Premier Mai, les immigrants appellent à un jour "sans immigrant" et au boycott international de produits américains pour exiger la régularisation des 12 millions de sans-papiers. Le Premier mai n'est pas un jour férié aux Etats-Unis, et les immigrants, en s'abstenant de toute activité ces jours, veulent ainsi démontrer leur rôle essentiel dans l'économie de ce pays.

En Europe, les sans-papiers se mobilisent pour les mêmes raisons. En Belgique, 10.000 personnes sont descendues dans la rue pour exiger la fin des expulsions et la régularisation des sans-papiers, pour dire NON aux centres fermés et les prisons pour les enfants nés "au mauvais endroit". Aujourd'hui, les sans-papiers occupent 6 églises et exigent la régularisation avec une grève de la faim.

En Espagne, un processus de régularisation limité, il y a un an, a laissé aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs sans papiers, et beaucoup d'autres avec de grandes difficultés pour renouveler leurs papiers. Il y a quelques mois, des milliers de sans-papiers ont parcouru les rues de Madrid au cri de : "NATIVE OU ETRANGERE LA MEME CLASSE OUVRIERE".

Aux Pays-Bas, la population se lève contre la mort de dizaines de sans-papiers, brûlé dans des cages comme des rats dans l'incendie de Schiphol en octobre dernier.

En France, les sans papiers luttent depuis 10 ans pour la régularisation de tous, des milliers de jeunes des banlieues populaires sont descendus dans la rue pour protester contre la discrimination, et aujourd'hui, les sans-papiers, les jeunes étudiants et élèves, et travailleurs français se sont unis contre le CPE. Leur détermination et leur unité a obligé à un premier recul avec le retrait du CPE.

Des papiers pour tous, sans conditions

C'est un système mondial, basé sur une soif d'argent sans mesure et sur l'exploitation à outrance de la planète et de la majorité de ses habitants, qui a provoqué le déplacement de millions de travailleurs des pays les plus pauvres vers les pays riches, à la recherche de travail et d'un moyen de soutenir leurs familles. Le pillage et l'oppression du Nord riche et industrialisé sur le Sud pauvre et agricole se traduisent par la mondialisation de l'exode rural.

Face au phénomène des migrations, les gouvernements des pays d'accueil mettent en oeuvre des lois cruelles qui enchaînent et contrôlent les immigrants. Les différentes lois pour les étrangers et autres propositions « d'ajustements », règlent non seulement les conditions de travail mais aussi les conditions de vie et de résidence des immigrants, et les soumettent ainsi à une double législation, en créant des citoyens de seconde classe et en favorisant le nouvel esclavage. Ce sont donc des lois xénophobes, de haine contre l'étranger. Tout comme l'Europe veut "exporter ses frontières" vers la Libye, le Maroc, etc., les Etats-Unis veulent déplacer leur frontière au sud du Mexique et utiliser le gouvernement mexicain pour arrêter le flux d'immigrants dans le sud de ce pays. Notre lutte devient généralisée dans tous les pays riches : la France, les Etats-Unis, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne... c'est pourquoi les luttes des immigrants dans un pays ont un reflet dans les autres et doivent commencer à être coordonnées.

Tous les immigrants qui se trouvent physiquement dans les pays d'accueil ont le droit d'avoir les documents qui leur permettent un travail digne et la jouissance complète de droits et de dignité. L'utilisation du "statut de migrant" sert aux gouvernements à maintenir une ample main d'œuvre de réserve qui ne peut pas exiger de conditions dignes de travail, ce qui à son tour les permet de réduire les conditions de travail et de salaire de tous les travailleurs.

Natifs ou étrangers, nous sommes tous des travailleurs

La division des travailleurs entre natifs et étrangers, entre immigrants avec et sans papiers, est appliquée pour nuire à nous tous et pour empêcher notre union. Cela permet l'application de lois comme la Nouvelle Reforme du Travail qui attaque et réduit les droits de nous tous. Les premiers à être touchés par ces réformes, en facilitant le licenciement, sont les immigrants.

C'est pourquoi, tous les travailleurs, avec ou sans papiers, doivent être admis sans discrimination dans les organisations syndicales qui défendent les droits de nous tous.

Natifs ou étrangers, nous sommes tous des travailleurs, cela veut dire la fin de la division entre les travailleurs, l'unité d'action contre le système qui favorise l'esclavage, le racisme...

C'est pourquoi ce Premier Mai nous descendons à nouveau dans la rue à crier : Droits, Dignité, Respect. D'ici ou d'ailleurs, la même classe ouvrière. Nous appelons tous les travailleurs, avec ou sans papiers, à s'unir et à souscrire cette déclaration internationale des mouvements de sans-papiers.

Etats-Unis : *Coalición Nacional por la Dignidad y la Residencia Permanente*

Espagne : *Asociación de Trabajadores Inmigrantes en España (ATRAIE)*

France: *Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP)*

Belgique: *Union des Sans-Papiers (UDEP)*

Italie: *Comitato Immigrati in Italia*

Note: *La LIT-QI soutient ce manifeste et son appel. Toutes les organisations politiques, syndicales ou sociales qui veulent le soutenir, peuvent le faire en qualité "d'organisations de soutien".*

Vous pouvez consulter cet article, et d'autres, sur le nouveau site de la LIT-QI (www.litci.org)